

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Terrebonne | 64008 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Reniers, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Terrebbonne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.



Signature _____

Date 7 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	50
Analyse des charges consolidées	62



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
 Les Tours Triomphe
 2540, boul. Daniel-Johnson
 Bureau 210
 Laval (Québec) H7T 2S3
 Canada

Tél. : 450-978-3500
 Téléc. : 514-382-4984
 www.deloitte.ca



Bureau du vérificateur
 général • Terrebonne

Rapport conjoint de l'auditeur indépendant et du vérificateur général

Au conseil municipal de la
 Ville de Terrebonne

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Terrebonne (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-nommé après « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville de Terrebonne au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Terrebonne inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 7 mai 2021

¹ CPA, CA, permis de comptabilité publique n° A116671

Sonya Guilbault

SONYA GUILBAULT, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Terrebonne

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	197 238 007	195 342 637	190 054 401
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 199 600	5 706 508	5 873 800
Quotes-parts	3		(238 106)	140 886
Transferts	4	4 795 594	22 948 257	19 037 770
Services rendus	5	22 324 502	14 996 801	21 579 597
Imposition de droits	6	12 221 200	17 724 187	14 553 559
Amendes et pénalités	7	4 956 600	3 497 866	5 138 991
Revenus de placements de portefeuille	8	900 936	896 316	1 910 976
Autres revenus d'intérêts	9	1 500 000	1 369 260	1 830 021
Autres revenus	10		6 698 836	(578 743)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	251 136 439	268 942 562	259 541 258
Charges				
Administration générale	14	29 616 900	32 931 369	33 923 180
Sécurité publique	15	55 296 200	57 065 949	53 769 705
Transport	16	40 743 969	55 588 778	53 835 748
Hygiène du milieu	17	30 424 725	41 833 937	39 076 016
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	9 291 400	8 066 729	7 676 629
Loisirs et culture	20	34 483 257	37 145 036	40 844 810
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	19 150 453	17 052 809	18 303 439
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	219 006 904	249 684 607	247 429 527
Excédent (déficit) de l'exercice	25	32 129 535	19 257 955	12 111 731
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		481 972 861	469 861 130
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		481 972 861	469 861 130
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		501 230 816	481 972 861

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	69 886 364	75 194 305
Débiteurs (note 5)	2	81 511 894	68 471 763
Prêts (note 6)	3	128 250	128 250
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	151 526 508	143 794 318
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	17 566 943	20 899 939
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	53 031 368	62 646 278
Revenus reportés (note 12)	12	2 874 872	4 098 205
Dette à long terme (note 13)	13	519 307 654	520 803 314
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	44 877 528	39 839 727
Autres passifs (note 14)	15		
	16	637 658 365	648 287 463
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(486 131 857)	(504 493 145)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	978 042 674	977 691 864
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	7 233 508	6 810 703
Stocks de fournitures	20	1 476 922	1 615 725
Autres actifs non financiers (note 18)	21	609 569	347 714
	22	987 362 673	986 466 006
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	501 230 816	481 972 861

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 129 535	19 257 955	12 111 731
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	115 101 706 )(	43 456 591 )(	52 765 853)
Produit de cession	3		153 443	102 369
Amortissement	4	43 804 782	42 366 201	40 642 761
(Gain) perte sur cession	5		162 274	1 156 671
Réduction de valeur / Reclassement	6		423 863	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(71 296 924)	(350 810)	(10 864 052)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(422 805)	1
Variation des stocks de fournitures	10		138 803	8 644
Variation des autres actifs non financiers	11		(261 855)	303 707
	12		(545 857)	312 352
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(39 167 389)	18 361 288	1 560 031
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(504 493 145)	(506 053 176)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(504 493 145)	(506 053 176)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(486 131 857)	(504 493 145)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 257 955	12 111 731
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	42 366 201	40 642 761
Autres			
▪ Perte sur cession	3	162 274	1 156 671
▪	4		
	5	61 786 430	53 911 163
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(13 040 131)	(12 499 375)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(9 614 910)	12 481 943
Revenus reportés	9	(1 223 333)	71 121
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	5 037 801	2 844 756
Propriétés destinées à la revente	11	1 058	1
Stocks de fournitures	12	138 803	8 644
Autres actifs non financiers	13	(261 855)	303 707
	14	42 823 863	57 121 960
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(43 456 591)	(52 765 853)
Produit de cession	16	153 443	102 369
	17	(43 303 148)	(52 663 484)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		15 199 829
	22		15 199 829
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	103 466 564	112 752 001
Remboursement de la dette à long terme	24	(104 921 806)	(104 184 868)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 332 996)	(3 220 004)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(40 418)	(141 332)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(4 828 656)	5 205 797
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(5 307 941)	24 864 102
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	75 194 305	50 330 203
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	75 194 305	50 330 203
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	69 886 364	75 194 305

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Terrebonne a été constituée par le regroupement des villes de Terrebonne, Lachenaie et La Plaine le 27 juin 2001 en vertu du décret 736-2001 publié à cette même date dans la Gazette officielle.

Elle est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province du Québec (L.R.Q. chapitre C-19). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle et les partenariats.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville ainsi que les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après l'élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques.

a) Périmètre comptable

La Ville de Terrebonne contrôle les organismes sans but lucratif Les Complexes sportifs Terrebonne inc. (LCST) ainsi que le Groupe Plein Air Terrebonne (GPAT).

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants :

Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (RAIM)

Pourcentage de quote-part pour les activités de l'exercice 2020 : 73,10 %
(73,38 % pour 2019)

Pourcentage de quote-part pour les activités reliées aux immobilisations et à la dette : 69,47 % (69,47 % pour 2019)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Régie d'assainissement des eaux Terrebonne-Mascouche (RAETM)

Pourcentage de quote-part pour les activités de l'exercice 2020 : 42,97 %
 (47,95 % pour 2019)

Pourcentage de quote-part pour les activités reliées aux immobilisations et à la dette : 51,56 % (51,56 % pour 2019)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements à court terme liquides exclus des placements de portefeuille.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers

La Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats comptabilisent les immobilisations et les autres actifs non financiers à titre d'actifs étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ces passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	2 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	1 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	3 à 20 ans
Autres	1 à 40 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées initialement au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de la Ville de Terrebonne sont évalués au coût. Le coût est établi essentiellement selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les stocks de la RAIM se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les stocks de Les Complexes sportifs Terrebonne inc. sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est établi selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks comprend les coûts d'achat, les frais de transport et les autres coûts directs. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les coûts pour réaliser la vente.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats bénéficieront des services acquis. Les dépôts sur les achats de terrain par expropriation auxquels la Ville ne pourrait pas se désister sont présentés à ce titre puisqu'ils ne sont pas convertibles en trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

Un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire pour une période maximale de cinq ans.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Taxes et compensations tenant de lieu de taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception et les compensations tenant lieu de taxes dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles.

Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Services rendus

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

Amendes et pénalités

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Revenus de placements de portefeuille et autres revenus d'intérêts

La Ville constate des produits tirés d'intérêts lorsque la mesure et le recouvrement des produits en cause sont raisonnablement sûrs et en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville, la RAIM et la RAETM est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La Ville offre des prestations de retraite à ses employés et aux employés cadres de la RAIM en vertu des régimes suivants :

- Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des employés cols blancs de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des pompiers de la Ville de Terrebonne.

La RAIM offre à ses employés syndiqués un régime à prestations déterminées sous le nom de Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (RAIM) et de la MRC Les Moulins.

De plus, les régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées offerts sont :

- Régime excédentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne;
- Avantages sociaux complémentaires de retraite aux retraités et aux futurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

retraités pour les groupes d'employés suivants :

- Employés cadres (incluant les cadres de la RAIM) embauchés avant le 24 janvier 2008;
- Employés cols bleus embauchés avant le 8 août 2003;
- Employés cols blancs embauchés avant le 29 janvier 2011;
- Pompiers à temps plein embauchés avant le 14 mai 2008;
- Policiers;
- Employés de la RAIM (autres que les cadres).

Les avantages sociaux complémentaires de retraite se composent de la couverture des soins de santé et de l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode pour les régimes capitalisés, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision pour les régimes capitalisés, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020.

Pour le volet antérieur au 1er janvier 2014, la méthode de lissage de la valeur pour un maximum de cinq ans est utilisée aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré. Cette méthode d'évaluation de l'actif des régimes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

est identique à celle utilisée lors de la dernière évaluation. Cette méthode retenue vise à tenir compte de la valeur marchande tout en évitant des fluctuations brusques.

Pour le volet postérieur au 31 décembre 2013, l'actif selon la valeur marchande est utilisé aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes

- Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs :

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 : renversement au plus tard en 2023, soit au terme de la DMERCA qui existait en 2008

- Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs :

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : aucun amortissement en 2020

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Financement des activités de fonctionnement :
 - linéaire sur une durée de cinq ans

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La présentation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des obligations et droits contractuels et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de remplacement des stocks, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, les diverses réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et de l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours des exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24-1, S24-2 et S24-3.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

L'organisme LCST a adopté la mesure de simplification visant la comptabilisation des allègements de loyer accordés en conséquence directe de la pandémie de COVID-19 du chapitre 3065, Contrats de location.

Cette nouvelle mesure vise à simplifier la comptabilisation de tels allègements, que ceux-ci soient sous la forme de report ou d'exonération de loyer, en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

permettant à la société de choisir de ne pas comptabiliser ces allègements comme un nouveau bail sous certaines conditions.

Ces conditions sont réunies à l'égard de tous les contrats de location-exploitation pour lesquels LCST a accordé des allègements et la société a choisi de se prévaloir de cette mesure de simplification. Conséquemment, la société continue de traiter ces baux selon leurs conditions initiales et elle comptabilise une perte attribuable à l'exonération de paiements de loyer au résultat net de la période à laquelle se rapportent ces paiements.

Conformément aux dispositions transitoires applicables, ces modifications applicables aux exercices terminés à compter du 31 décembre 2020 et que LCST a adopté de façon anticipée, ont été appliquées rétrospectivement.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	69 886 364	44 571 495
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		30 622 810
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	69 886 364	75 194 305
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 685 177	2 360 518
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	62 514 710	60 943 360

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	11 796 181	12 156 081
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	31 296 532	26 307 990
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	15 463 258	13 028 786
Organismes municipaux	15	6 387 698	3 786 054
Autres			
▪ Amendes	16	2 533 673	2 702 140
▪ Autres	17	14 034 552	10 490 712
	18	81 511 894	68 471 763
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	16 406 453	9 523 916
Organismes municipaux	20	17 550	19 546
Autres tiers	21		
	22	16 424 003	9 543 462
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	2 098 679	1 476 858

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	128 250	128 250
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	128 250	128 250
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	596 055	1 212 321
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(45 473 583)	(41 052 048)
	37	(44 877 528)	(39 839 727)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	7 753 432	6 145 606
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	5 179 952	4 099 742
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	233 777	224 759
	43	13 167 161	10 470 107

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

9. Autres actifs financiers

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Terrebonne dispose pour ses opérations d'une marge de crédit pour un maximum de 35 000 000 \$ (35 000 000 \$ pour 2019), au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit était inutilisée.

Elle dispose également de marges de crédit et de prêts à terme pour un montant de 349 447 156 \$ (335 347 556 \$ pour 2019), au taux préférentiel pour les marges de crédit et au taux de 2,45 % pour les prêts à terme et garanties par les règlements concernés. En fin d'exercice, ces marges de crédit et ces prêts à terme sont utilisés pour un montant de 17 566 943 \$ (20 899 939 \$ pour 2019).

La RAIM dispose d'une marge de crédit auprès de son institution financière pour la réalisation de certains travaux en immobilisation totalisant un maximum autorisé de 4 237 100 \$ (4 237 100 \$ en 2019), au taux préférentiel et échéant en mai 2021.

La RAETM dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 50 000 \$ (50 000 \$ pour 2019) portant intérêt au taux préférentiel.

Les Complexes sportifs Terrebonne Inc. dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ (500 000 \$ pour 2019) au taux préférentiel plus 1 % et renégociable annuellement. Au 31 décembre 2020, la marge de crédit n'était pas utilisée. Au 31 décembre 2020, l'organisme respecte le ratio financier.

Groupe Plein Air Terrebonne dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 75 000 \$ (75 000 \$ pour 2019) portant intérêt au taux annuel de 7,45 %. Au 31 décembre 2020, la marge de crédit n'était pas utilisée.

Au 31 décembre 2020, le taux préférentiel est de 2,45 % (3,95 % pour 2019).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	16 124 071	22 710 222
Salaires et avantages sociaux	48	11 104 687	10 848 444
Dépôts et retenues de garantie	49	8 720 686	12 258 326
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	51	4 352 655	4 999 199
▪ Gouvernement du Canada	52	805 832	698 849
▪ Organismes municipaux	53	298 087	419 393
▪ Intérêts courus sur dette LT	54	2 856 388	3 069 730
▪ Autres	55	8 768 962	7 642 115
	56	53 031 368	62 646 278

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	169 747	11 248
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 057 316	992 297
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	880 897	1 736 207
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Autres	67	766 912	1 358 453
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	2 874 872	4 098 205

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,96	2021	2034	72	521 503 537	523 093 561
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	4,79	2021	2023	76	432 851	653 923
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,00	5,00	2021	2032	78	355 854	
Autres					79		
					80	522 292 242	523 747 484
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(2 984 588)	(2 944 170)
					82	519 307 654	520 803 314

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		36 166 567	20 973	430 832	36 618 372
2022	84		35 820 004	22 251	986	35 843 241
2023	85		35 559 058	23 594	1 033	35 583 685
2024	86		33 138 025	25 006		33 163 031
2025	87		30 167 617	26 490		30 194 107
2026 et plus	88		350 652 266	237 540		350 889 806
	89		521 503 537	355 854	432 851	522 292 242
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	()	()
	91		521 503 537	355 854	432 851	522 292 242

Note

Les refinancements prévus au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2021 - 65 290 881 \$
 2022 - 36 255 168 \$
 2023 - 25 683 196 \$
 2024 - 50 183 000 \$
 2025 - 98 344 355 \$

Selon les conditions des conventions d'emprunts, l'organisme contrôlé Les Complexes sportifs Terrebonne Inc. est soumis à une clause restrictive en ce qui concerne le maintien d'un ratio financier minimal tout au long de l'année. Au 31 décembre 2020, l'organisme respectait cette obligation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

14. Autres passifs

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(486 131 857) (504 493 145)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 () ()	() ()
Autres	101 () ()	() ()
	102	(486 131 857) (504 493 145)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	209 731 391	981 386	100 487	210 612 290
Eaux usées	104	35 510 259	4 557 230	75 531	39 991 958
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	728 215 050	28 540 553		756 755 603
Autres					
▪ Éclairage des rues	106	40 114 759	948 785		41 063 544
▪ Parcs publics et stationn.	107	106 259 310	6 870 704		113 130 014
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	173 056 214	3 190 527		176 246 741
Améliorations locatives	110	943 905	1 266 488		2 210 393
Véhicules	111	21 639 487	1 201 652	750 773	22 090 366
Ameublement et équipement de bureau	112	14 007 188	1 419 055	253 346	15 172 897
Machinerie, outillage et équipement divers	113	23 011 622	2 214 243	62 463	25 163 402
Terrains	114	118 129 544	100 237	423 860	117 805 921
Autres	115	6 030 891	97 832		6 128 723
	116	1 476 649 620	51 388 692	1 666 460	1 526 371 852
Immobilisations en cours	117	22 983 233	(7 932 101)		15 051 132
	118	1 499 632 853	43 456 591	1 666 460	1 541 422 984
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	88 437 737	5 082 138	50 612	93 469 263
Eaux usées	120	10 209 271	890 989	48 938	11 051 322
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	266 812 414	19 722 259		286 534 673
Autres					
▪ Éclairage des rues	122	19 519 984	2 023 697		21 543 681
▪ Parcs publiques et stationn.	123	44 563 710	5 161 442		49 725 152
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	52 068 929	4 719 215		56 788 144
Améliorations locatives	126	515 505	93 869		609 374
Véhicules	127	10 766 397	1 432 654	529 024	11 670 027
Ameublement et équipement de bureau	128	11 856 057	1 133 118	253 346	12 735 829
Machinerie, outillage et équipement divers	129	15 486 079	1 489 279	44 960	16 930 398
Autres	130	1 704 906	617 541		2 322 447
	131	521 940 989	42 366 201	926 880	563 380 310
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	977 691 864			978 042 674
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133		410 000		410 000
Amortissement cumulé	134	()	(10 250)	()	(10 250)
Valeur comptable nette	135				399 750

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	7 233 508	6 810 703
	139	7 233 508	6 810 703
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	7 233 508	6 810 703

Note

Au cours de l'exercice, la Ville de Terrebonne a procédé à un reclassement de terrains d'une valeur comptable de 423 863 \$.

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	607 191	345 336
▪ Dépôt sur achat de terrain	143	2 378	2 378
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	609 569	347 714

Note**19. Obligations contractuelles****Ville de Terrebonne**

Au 31 décembre 2020, la Ville de Terrebonne a des engagements envers des tiers hors du périmètre comptable qui concernent principalement des contrats de service pour le déneigement, la collecte des ordures et pour des activités de loisirs pour un montant global de 65 869 338 \$ (70 055 090 \$ en 2019).

Les paiements minimums exigibles des prochains exercices sont les suivants :

2021 -	25 137 114 \$
2022 -	20 413 803 \$
2023 -	12 845 264 \$
2024 -	4 753 233 \$
2025 -	958 379 \$
2026 et suivantes -	1 761 545 \$

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 26 135 066 \$ (18 385 727 \$ en 2019).

RAIM

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

L'acquisition de biens ou de services, la RAIM s'est engagée à effectuer des versements pour un montant total de 103 604 \$ au cours des exercices suivants :

2021 -	30 545 \$
2022 -	30 545 \$
2023 -	30 545 \$
2024 -	11 969 \$

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 164 099 \$.

RAETM

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement les services professionnels pour l'exploitation des ouvrages d'assainissement, la RAETM s'est engagée à effectuer des versements pour un montant total de 473 402 \$ (632 750 \$ en 2019) au cours des exercices suivants :

2021 -	234 184 \$
2022 -	219 886 \$
2023 -	19 332 \$

Les Complexes sportifs Terrebonne inc.

L'organisme s'est engagé à verser une somme de 345 434 \$ (542 880 \$ en 2019) pour la location d'un local au cours des prochains exercices ainsi qu'une somme de 28 308 \$ (68 456 \$ en 2019) pour un contrat de service informatique ainsi qu'une somme de 137 121 \$ pour divers contrats de services pour le déneigement, la collecte des ordures et matières recyclables ainsi qu'une somme de 130 022 \$ pour divers contrats d'entretien (130 194 \$ en 2019) au cours des exercices suivants :

2021 -	380 416 \$
2022 -	204 408 \$
2023 -	34 237 \$
2024 -	3 651 \$
2025 -	3 761 \$
2026 et suivantes -	14 412 \$

20. Droits contractuels

Ville de Terrebonne

Les droits contractuels sont estimés à 4 179 217 \$ (4 272 162 \$ en 2019). Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des services rendus concernant la gestion d'affichage publicitaire et de location de terrains.

En vertu de ces ententes, l'échéancier des droits contractuels est établi comme suit :

2021 -	457 729 \$
2022 -	457 389 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2023 - 468 448 \$
 2024 - 468 448 \$
 2025 - 468 448 \$
 2026 et suivantes - 1 858 755 \$

Groupe Plein Air Terrebonne

Dans le cadre de ses opérations, l'organisme a conclu un bail de sous-location qui a donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 18 187 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2021 - 7 387 \$
 2022 - 3 600 \$
 2023 - 3 600 \$
 2024 - 3 600 \$

21. Passifs éventuels

Cautionnement et garantie

La Ville de Terrebonne a cautionné les emprunts des organismes suivants :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
SODECT	11 000 000	3 108 306	3 766 723
Les Oeuvres de Galilée	470 000	403 855	427 572
	148	11 470 000	3 512 161
		4 194 295	

S/O

B) Auto-assurance

La Ville ne contracte aucune assurance contre les risques à l'exception du volet automobile. Elle a affecté des excédents afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement de condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

Au 31 décembre 2020, le montant des excédents affectés à des fins d'auto-assurance est de 1 002 492 \$ et celui à des fins de prévoyance est de 1 000 000 \$.

C) Poursuites

Ville de Terrebonne et RAIM

Des poursuites judiciaires et des réclamations ont été intentées contre la Ville de Terrebonne pour un montant total non provisionné de 188 863 792 \$. Elles comprennent notamment : des réclamations concernant des expropriations, des dommages en biens meubles et immeubles à la suite des refoulements des eaux d'égout, et d'autres causes. Au 31 décembre 2020, une provision de 7 593 357 \$ a été comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière, pour la Ville. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, l'excédent de fonctionnement affecté à titre d'auto-assurance, un règlement d'emprunt à cet effet, l'excédent de fonctionnement non affecté ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

Les Complexes sportifs Terrebonne inc.

L'organisme a reçu une réclamation d'un montant 350 000 \$ relativement à un incident survenu au cours de l'exercice 2016. La direction est d'avis que le dénouement n'aura pas d'incidence importante sur sa situation financière et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

Ville de Terrebonne et RAIM

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et les partenariats incluant la part qui lui revient dans les budgets de ces organismes auxquels la Ville participe, après élimination des soldes réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté par l'administration municipale, est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Fonds de roulement

La Ville a majoré son fonds de roulement de 725 000 \$ au cours de l'exercice portant ainsi le capital autorisé à 8 225 000 \$ au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les remboursements en capital à effectuer totalisent une somme de 8 022 363 \$. Les remboursements, au cours des neuf (9) prochains exercices, pour renflouer le fonds à même les activités financières se répartissent comme suit :

2021 -	2 465 422 \$
2022 -	1 937 808 \$
2023 -	1 509 179 \$
2024 -	1 268 186 \$
2025 -	707 920 \$
2026 -	33 462 \$
2027 -	33 462 \$
2028 -	33 462 \$
2029 -	33 462 \$

La RAIM a majoré son fonds de roulement de 500 000 \$ au cours de l'exercice portant ainsi le montant autorisé à 1 500 000 \$ au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les remboursements en capital à effectuer totalisent une somme de 55 097 \$. Les remboursements, au cours des dix (10) prochains exercices, pour renflouer le fonds à même les activités financières se répartissent comme suit :

2021 -	5 510 \$
2022 -	5 510 \$
2023 -	5 510 \$
2024 -	5 510 \$
2025 -	5 510 \$
2026 -	5 510 \$
2027 -	5 510 \$
2028 -	5 510 \$
2029 -	5 510 \$
2030 -	5 507 \$

La RAETM a majoré son fonds de roulement de 350 000 \$ au cours de l'exercice portant ainsi le montant autorisé à 850 000 \$ au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les remboursements en capital à effectuer totalisent 15 356 \$. Le remboursement, au cours du prochain exercice, pour renflouer le fonds à même les activités financières est de 15 356 \$.

27. Compétences municipales déléguées ou assumées

La Ville de Terrebonne agit à titre de fournisseur de services pour les organismes municipaux suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Valeur des services rendus	2020	2019
Ville de Ste-Anne-des-Plaines sécurité publique	3 417 454 \$	3 860 120 \$
Ville de Bois-des-Filion sécurité publique et hygiène du milieu	2 602 414 \$	2 758 750 \$
Ville de Mascouche hygiène du milieu	85 026 \$	61 692 \$

Par ailleurs, la Ville de Terrebonne acquiert les services de l'organisme municipal suivant :

Valeur des services acquis	2020	2019
Ville de Repentigny hygiène du milieu	1 143 153 \$	1 083 931 \$

28. Contributions

La Ville de Terrebonne verse des contributions principalement sous forme de subventions aux organismes suivants :

	2020	2019
SODECT	1 883 638 \$	2 066 310 \$
Maison des Jeunes Terrebonne	96 624 \$	94 589 \$
Cité Généraction 55+	251 562 \$	252 379 \$

De plus, elle verse des contributions aux organismes supramunicipaux suivants :

	2020	2019
C.M.M.	2 211 092 \$	2 143 636 \$
MRC Les Moulins	1 732 223 \$	2 515 809 \$
A.R.T.M.	13 347 915 \$	11 947 855 \$

29. COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due à la COVID-19. Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

Face à cette pandémie, plusieurs mesures préventives ont été adoptées. La Ville, la RAIM et la RAETM continuent d'assurer ses services municipaux essentiels. La Ville a suspendu l'application de l'intérêt sur les arrérages de taxes municipales jusqu'au 11 mai 2021. Tandis que pour Les Complexes sportifs Terrebonne Inc. et Groupe Plein Air Terrebonne, conformément aux mesures prescrites, les organismes contrôlés ont été contraints de cesser temporairement leurs activités et ont dû procéder à des mises-à-pied temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Malgré que les directions respectives suivent de près l'évolution, la COVID-19 a des incidences financières pour la Ville et la RAIM, telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Il est toutefois impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers et sur la situation financière de la Ville, de ses organismes contrôlés et de ses partenariats au cours des exercices futurs.

30. Évènements postérieurs à la date du bilan**Les Complexes sportifs Terrebonne Inc.**

En janvier 2021, l'organisme a signé un bail prévoyant la location de son plancher protecteur pour la période du 20 janvier au 15 avril 2021 pour un montant total de 235 603 \$.

En février 2021, l'organisme a signé un bail prévoyant la location d'une superficie locative de ses installations pour la tenue d'un centre de vaccination pour la période du 1er mars au 17 octobre 2021, pour un montant de 924 000 \$. Afin d'aménager ses installations pour ce centre de vaccination, l'organisme a engagée après la fin d'exercice une somme de 633 510 \$.

31. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	190 250 930	197 404 200	195 544 124				195 342 637
2 Compensations tenant lieu de taxes	5 873 800	7 199 600	5 706 508				5 706 508
3 Quotes-parts						9 428 860	(238 106)
4 Transferts	4 653 900	4 619 500	16 853 776				16 918 555
5 Services rendus	15 074 745	14 998 200	11 926 913				14 996 801
6 Imposition de droits	14 553 559	12 221 200	17 724 187				17 724 187
7 Amendes et pénalités	5 138 991	4 956 600	3 497 866				3 497 866
8 Revenus de placements de portefeuille	1 753 889	800 000	803 133			93 183	896 316
9 Autres revenus d'intérêts	1 797 695	1 500 000	1 369 260				1 369 260
10 Autres revenus	(1 060 205)		209 353			(76 027)	121 326
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	238 037 304	243 699 300	253 635 120			17 732 315	256 335 350
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	13 518 924		5 970 305			59 397	6 029 702
16 Imposition de droits							
Autres revenus							
17 Contributions des promoteurs	149 040		4 851 128				4 851 128
18 Autres	362 376		1 726 382				1 726 382
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
19							
20	14 030 340		12 547 815			59 397	12 607 212
21	252 067 644	243 699 300	266 182 935			17 791 712	268 942 562
Charges							
22 Administration générale	32 929 180	29 616 900	31 469 620		1 457 686		32 931 369
23 Sécurité publique	52 291 365	55 296 200	55 590 186		1 475 763		57 065 949
24 Transport	38 087 484	40 740 700	39 581 903		16 003 893		55 588 778
25 Hygiène du milieu	29 198 269	31 107 300	31 212 141		11 318 889		41 833 937
26 Santé et bien-être							
27 Aménagement, urbanisme et développement	7 421 398	9 291 400	7 892 875		173 854		8 066 729
28 Loisirs et culture	34 726 105	29 464 500	26 641 958		6 983 507		37 145 036
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	14 613 540	16 133 200	13 979 590			3 073 219	17 052 809
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	35 809 292	38 500 000	37 413 592		(37 413 592)		
33	245 076 633	250 150 200	243 781 865			20 934 827	249 684 607
34	6 991 011	(6 450 900)	22 401 070			(3 143 115)	19 257 955
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé'
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 991 011	(6 450 900)	22 401 070	(3 143 115)	19 257 955	
Moins : revenus d'investissement	2	(14 030 340)		(12 547 815)	(59 397)	(12 607 212)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(7 039 329)	(6 450 900)	9 853 255	(3 202 512)	6 650 743	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	35 809 292	38 500 000	37 413 592	4 952 609	42 366 201	
Produit de cession	5	102 369		152 716	727	153 443	
(Gain) perte sur cession	6	1 125 682		69 030	93 244	162 274	
Réduction de valeur / Reclassement	7			423 863		423 863	
Propriétés destinées à la revente	8	37 037 343	38 500 000	38 059 201	5 046 580	43 105 781	
Coût des propriétés vendues	9	1		1 059	1 059	1 059	
Réduction de valeur / Reclassement	10			(423 863)	(423 863)	(423 863)	
	11	1		(422 804)		(422 804)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et des participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	6 878 483					
Remboursement de la dette à long terme	17	(33 819 271)	(33 402 600)	(32 633 512)	(2 159 901)	(40 793 413)	
	18	(26 940 788)	(33 402 600)	(32 633 512)	(2 159 901)	(40 793 413)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(405 196)	(3 500 000)	(4 259 868)	(357 050)	(4 616 918)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 377 328	2 390 000	400 668	1 145 063	1 545 731	
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 359 725	1 044 500	1 712 590	98 331	1 810 921	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 297 352)	(2 070 600)	(1 533 528)	346 135	(1 187 393)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 444 442	3 489 600	3 930 312		3 930 312	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	5 478 947	1 353 500	250 174	1 232 479	1 482 653	
	26	15 575 503	6 450 900	5 253 059	4 119 158	3 372 217	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 536 174		15 106 314	916 646	10 022 960	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	14 030 340	12 547 815	59 397	12 607 212
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	1 648 903)	1 027 073 )	(	1 027 073)
Sécurité publique	3 (	1 557 095)	4 533 550 )	(	4 533 550)
Transport	4 (	14 713 328)	15 517 307 )	(	15 517 307)
Hygiène du milieu	5 (	20 164 597)	15 238 158)	663 437)	15 901 595)
Santé et bien-être	6 ()	(()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 231 377)	1 148 376 )	(	1 148 376)
Loisirs et culture	8 (	9 333 436)	5 120 060)	208 630)	5 328 690)
Réseau d'électricité	9 ()	(()
	10 (	50 648 736)	42 584 524)	872 067)	43 456 591)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 ()	(()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 ()	(()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	43 714 782	26 189 728	108 999	26 298 727
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	405 196	4 259 868	357 050	4 616 918
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 043 639	2 529 130	204 346	2 733 476
Excédent de fonctionnement affecté	16	(9 933)		319 338	319 338
Réserves financières et fonds réservés	17	3 822 604	3 592 233	38 276	3 630 509
	18	5 261 506	10 381 231	919 010	11 300 241
	19	(1 672 448)	(6 013 565)	155 942	(5 857 623)
	20	12 357 892	6 534 250	215 339	6 749 589
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2019		2020		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	66 453 013	62 092 766	7 793 598	69 886 364	
Débiteurs (note 5)	66 716 573	80 783 876	2 995 258	81 511 894	
Prêts (note 6)	128 250	128 250		128 250	
Placements de portefeuille (note 7)					
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
Autres actifs financiers (note 9)					
PASSIFS	133 297 836	143 004 892	10 788 856	151 526 508	
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)	20 899 939	17 566 943		17 566 943	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	67 431 982	51 816 297	3 477 622	53 031 368	
Revenus reportés (note 12)	3 387 955	2 419 266	455 606	2 874 872	
Dette à long terme (note 13)	422 670 817	430 052 331	89 260 012	519 307 654	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	39 894 087	44 927 303	(49 775)	44 877 528	
Autres passifs (note 14)					
	554 284 780	546 782 140	93 143 465	637 658 365	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	(420 986 944)	(403 777 248)	(82 354 609)	(486 131 857)	
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	870 350 771	874 876 094	103 448 457	978 042 674	
Propriétés destinées à la revente (note 17)	6 810 703	7 233 508		7 233 508	
Stocks de fournitures	1 339 959	1 317 822	159 100	1 476 922	
Autres actifs non financiers (note 18)	236 781	502 164	107 405	609 569	
	878 738 214	883 929 588	103 714 962	987 362 673	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	10 586 005	18 405 650	(5 020 629)	14 263 271	
Excédent de fonctionnement affecté	21 367 267	23 286 545	2 052 723	25 339 268	
Réserves financières et fonds réservés	3 637 081	2 425 411	1 503 238	3 928 649	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	36 186 213	39 308 712	(115 717)	33 125 179	
Financement des investissements en cours	(5 821 208)	591 009	6 920 691	1 511 700	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	464 168 338	474 752 437	16 020 047	489 313 107	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	457 751 270	480 152 340	21 360 353	501 230 816	
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	83 459 782	81 577 942	85 753 279	85 537 100
Charges sociales	2	23 164 468	23 457 509	24 221 747	22 229 889
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 524 700	1 524 693	2 276 143	1 225 251
Autres biens et services	6	52 836 150	50 500 883	52 342 773	45 483 339
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	14 023 100	11 969 370	14 941 182	16 401 520
D'autres organismes municipaux	8		625	53 122	58 306
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		452 938	453 138	437 415
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	2 110 100	1 556 657	1 605 367	1 406 198
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	28 362 800	27 184 410	17 517 444	16 827 060
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	4 378 500	5 744 427	5 744 427	10 356 283
Autres	16	1 240 600	1 126 862	1 137 827	1 165 708
Amortissement des immobilisations	17	38 500 000	37 413 592	42 366 201	40 642 761
Autres					
▪ Autres objets	18	550 000	1 270 898	1 270 898	5 658 697
▪ Coût des propriétés vendues	19		1 059	1 059	
▪	20				
	21	250 150 200	243 781 865	249 684 607	247 429 527

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 263 271	13 406 006
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 339 268	23 976 201
Réserves financières et fonds réservés	3	3 928 649	4 996 920
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(33 125 179)	(30 266 724)
Financement des investissements en cours	5	1 511 700	(5 115 856)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	489 313 107	474 976 314
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	501 230 816	481 972 861

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	18 405 650	10 586 005
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(4 142 379)	2 820 001
	11	14 263 271	13 406 006

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Surplus accumulé ex-Terrebonne	12	481 524	481 524
▪ Surplus accumulé ex-La Plaine	13	1 158	1 158
▪ Assainissement	14	399 791	399 791
▪ Auto-assurance	15	1 002 492	952 492
▪ Taxes infrastructures	16	7 818 605	8 220 179
▪ Exercice suivant	17	2 880 000	2 880 000
▪ Transport en commun	18	2 535 000	2 535 000
▪ Surplus réservés engagements	19	997 765	1 219 954
▪ Autres	20	7 170 210	4 677 169
	21	23 286 545	21 367 267
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RAIM	22	2 052 723	2 608 934
▪	23		
▪	24		
	25	2 052 723	2 608 934
	26	25 339 268	23 976 201

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ RAETM (vidange des boues)	33	59 035	232 060
▪	34		
▪	35		
	36	59 035	232 060
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	202 637	1 031 190
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 434 117	936 665
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	2 100 740	2 106 320
Organismes contrôlés et partenariats	40	10 086	10 086
Montant non réservé			
Administration municipale	41	122 034	499 571
Organismes contrôlés et partenariats	42		181 028
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	3 869 614	4 764 860
	48	3 928 649	4 996 920

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	290 664)(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	30 384 082)(
	54 (	30 674 746)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	30 674 746)(
		27 370 883)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
		3 396)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés		
65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
		3 396)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ		
69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	3 477 662)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 (	3 477 662)(
		4 549 519)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	1 027 229
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	1 657 074
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	1 027 229
	81 (	33 125 179)(
		30 266 724)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	12 460 213	8 377 299
Investissements à financer	83 (	10 948 513 )(	13 493 155)
	84	1 511 700	(5 115 856)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	978 042 674	977 691 864
Propriétés destinées à la revente	86	7 233 508	6 810 703
Prêts	87	128 250	128 250
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	985 404 432	984 630 817
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	985 404 432	984 630 817
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	519 307 654 )(	520 803 314)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	2 984 588 )(	2 944 170)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	16 424 003	9 543 462
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	9 776 914	4 549 519
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	496 091 325 )(	509 654 503)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	496 091 325 )(	509 654 503)
	101	489 313 107	474 976 314

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	6
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des employés cols blancs de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des pompiers de la Ville de Terrebonne

Suite à l'entente de principe survenue le 27 juin 2016 entre la Ville et le syndicat des pompiers pour modifier le Régime des pompiers conformément aux exigences de la Loi, le coût maximal du régime des pompiers ne doit pas excéder 20 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Pour le régime des policiers, aucune entente de principe ou sentence arbitrale n'est intervenue entre la Ville de Terrebonne et la fraternité des policiers conformément aux exigences de la Loi. Par conséquent, tout participant actif continue de verser une cotisation annuelle égale 9 % de son salaire et la Ville verse également 9 % des salaires des participants actifs. De plus, un litige entre la Fraternité des policiers et des policières de Terrebonne et la Ville de Terrebonne a été entendu devant un arbitre relativement à l'interprétation des dispositions entourant l'indexation des rentes pendant la retraite. L'arbitre a rendu sa décision dans ce dossier en 2019. Suite à cette décision, la Fraternité des policiers et des policières de Terrebonne a déposé un pourvoi en contrôle judiciaire à la Cour supérieure.

Le 12 avril 2017, le conseil municipal de la Ville de Terrebonne a adopté une entente de principe survenue entre la Ville de Terrebonne et le syndicat des cols bleus pour modifier le régime des cols bleus conformément aux exigences de la Loi. Le coût maximal du régime ne doit pas dépasser 20 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Le 4 octobre 2017, le conseil municipal de la Ville de Terrebonne a adopté l'entente de principe survenue entre la Ville de Terrebonne et le syndicat des cols blancs pour modifier le régime des cols blancs conformément aux exigences de la Loi. Le coût maximal du régime ne doit pas dépasser 21 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 15 % des cotisations au coût du service courant.

Le 21 novembre 2017, une sentence arbitrale a été déposée afin de restructurer le régime des cadres conformément aux exigences de la Loi. Le partage de la cotisation totale de l'exercice est à 50 % pour les participants actifs et à 50% pour la Ville de Terrebonne et elle est sujet à une cotisation minimale de 18 % des salaires. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale d'exercice du régime sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Le participant peut verser des cotisations volontaires relativement à ses services rendus au cours de l'année, sous réserve des limites prévues par les législations applicables.

En vertu des régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service reconnues et sur le salaire final. La rente normale est admissible pour le participant dès le premier jour suivant le 65e anniversaire de naissance. La rente anticipée est disponible lorsque le participant au régime a atteint l'âge visé et selon certaines modalités.

Pour les régimes des cadres, des cols bleus, des cols blancs et des pompiers, les plus récentes évaluations actuarielles post restructuration en date du 31 décembre 2019 ont été déposées. Pour le régime des policiers, uniquement l'évaluation actuarielle avant restructuration au 31 décembre 2019 a été déposée.

Pour les régimes des cadres et des cols blancs, la Ville utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B " et pour les régimes des cols bleus, des pompiers et des policiers, il s'agit de la table de mortalité " CPM2014Publ ", avec facteur d'ajustement de 115 %, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA RÉGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS (RAIM) ET DE LA MRC LES MOULINS

Les employés syndiqués de la RAIM bénéficient d'un régime de retraite à prestations déterminées, soit le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (RAIM) et de la MRC Les Moulins qui est en vigueur depuis le 1er janvier 2012. Ce régime est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et le règlement afférent.

Suite à l'entente signée en 2016, par la Régie avec son régime de retraite, tout participant actif verse une cotisation annuelle globale égale à 9% incluant la cotisation de stabilisation, de son salaire, sous réserve des règles fiscales. La RAIM s'engage à verser au régime, chaque année, un montant global annuel de 9 % incluant la cotisation de stabilisation, des salaires des participants actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le participant peut verser des cotisations volontaires relativement à ses services rendus au cours de l'année, sous réserve des limites prévues par les législations applicables.

En vertu du régime, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service reconnues et sur le salaire final. La rente normale est admissible pour le participant dès le premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire de naissance. La rente anticipée est disponible lorsque le participant au régime a atteint l'âge de 55 ans et selon certaines modalités.

La plus récente évaluation actuarielle post restructuration en date du 31 décembre 2019 a été déposée le 14 décembre 2020.

La RAIM utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RETRAITE

Il existe un régime de retraite excédentaire au bénéfice des employés cadres de la Ville de Terrebonne dont les prestations représentent l'accumulation des cotisations au taux de 9,9 % de la portion du salaire qui ne peut être couvert au Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 212 321	564 446
Charge de l'exercice	4 (7 753 432)	(6 145 606)
Cotisations versées par l'employeur	5 7 137 166	6 793 481
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 596 055	1 212 321
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 272 890 896	257 105 638
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (277 845 792)	(261 738 710)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (4 954 896)	(4 633 072)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 5 550 951	5 845 393
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 596 055	1 212 321
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 596 055	1 212 321
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 4	4
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 129 935 618	122 798 786
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (134 890 514)	(127 431 858)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (4 954 896)	(4 633 072)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 815 552	13 329 127
Coût des services passés découlant d'une modification de régime		111 360
	20 14 815 552	13 440 487
Cotisations salariales des employés	21 (7 443 670)	(6 985 386)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (16 572)	(13 235)
	23 7 355 310	6 441 866
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 529 526	411 425
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(55 286)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	(43 292)
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 7 884 836	6 754 713
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 14 112 150	13 141 057
Rendement espéré des actifs	33 (14 243 554)	(13 750 164)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (131 404)	(609 107)
Charge de l'exercice	35 7 753 432	6 145 606
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 12 459 697	16 548 331
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (14 243 554)	(13 750 164)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 783 857)	2 798 167
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 063 989	(12 845 373)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 11 373 742	7 460 247
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 271 323 922	256 276 154
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 135 260	98 980
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 8 184 351	7 138 293
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,40 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,40 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,71 %	2,83 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements
RÉGIME D'AVANTAGES SOCIAUX COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Le régime d'avantages sociaux complémentaires de retraite est un régime qui prévoit des couvertures pour les soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités. Pour être admissible, il faut être retraité de la Ville de Terrebonne et de la RAIM et avoir été embauché avant les dates suivantes :

Employés cadres (incluant les cadres de la RAIM) : 24 janvier 2008
Employés cols bleus : 8 août 2003
Employés cols blancs : 29 janvier 2011
Pompiers temps plein : 14 mai 2008

Ainsi, les employés policiers et ceux de la RAIM (autres que les cadres) bénéficient de ce régime.

Les surveillants concierges ne sont pas admissibles aux avantages sociaux complémentaires de retraite.

La protection de ce régime se termine au décès de l'employé retraité.

Le conjoint survivant bénéficie du maintien de la couverture pour les soins médicaux pendant 24 mois.

La dernière évaluation actuarielle complète du régime d'avantages sociaux complémentaires de retraite date du 31 décembre 2019.

Pour les régimes des cadres et des cols blancs, la Ville utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B " et pour les régimes des cols bleus, des pompiers et des policiers, il s'agit de la table de mortalité " CPM2014Publ ", avec facteur d'ajustement de 115 %, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (41 052 048)	(37 559 417)
Charge de l'exercice	56 (5 179 952)	(4 099 742)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 758 417	607 111
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (45 473 583)	(41 052 048)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (65 675 916)	(54 255 666)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (65 675 916)	(54 255 666)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 20 202 333	13 203 618
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (45 473 583)	(41 052 048)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (45 473 583)	(41 052 048)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (65 675 916)	(54 255 666)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (65 675 916)	(54 255 666)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 1 808 079	1 534 281
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 (286 531)	
	72 1 521 548	1 534 281
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (16 899)	(15 594)
	75 1 504 649	1 518 687
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 1 861 619	1 039 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77 286 531	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 3 652 799	2 558 087
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 1 527 153	1 541 655
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 1 527 153	1 541 655
Charge de l'exercice	87 5 179 952	4 099 742

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (9 146 865)	9 598 463
Prestations versées au cours de l'exercice	92 758 417	607 111
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,10 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,50 %	5,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	16	16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	53 309	50 950
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	179 652	171 323
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	54 125	53 436
	122	233 777	224 759
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	146 240 500	144 706 036	136 908 375
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	5 097 700	5 059 461	4 668 443
Activités de fonctionnement	3	9 452 600	9 381 351	8 129 281
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	292 000	288 260	290 050
Activités de fonctionnement	6	(1 100 000)	(1 098 084)	(1 125 274)
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	159 982 800	158 337 024	148 870 875
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	13 278 400	12 867 872	13 094 040
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	6 749 600	6 437 395	6 638 250
Matières résiduelles	13	1 567 500	1 632 174	1 606 348
Autres				
Autres	14		(244)	1 288 496
	15			
	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	570 400	557 232	559 585
Service de la dette	18	15 255 500	15 712 671	17 996 807
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	37 421 400	37 207 100	41 183 526
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	37 421 400	37 207 100	41 183 526
	27	197 404 200	195 544 124	190 054 401

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	42 800	45 547	43 612
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	400	464	489
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	43 200	46 011	44 101
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	2 374 300	2 235 229	2 220 821
Cégeps et universités	34	387 000	364 334	368 986
Écoles primaires et secondaires	35	3 021 200	2 678 509	2 843 399
	36	5 782 500	5 278 072	5 433 206
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	5 825 700	5 324 083	5 477 307
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 173 400	191 279	197 384
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	166 700	149 259	166 541
Taxes d'affaires	44			
	45	1 340 100	340 538	363 925
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	33 800	41 887	32 568
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	33 800	41 887	32 568
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	7 199 600	5 706 508	5 873 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	139 100	286 088	138 650
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	156 500	186 490	131 986
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	278 500	309 040	164 283
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	50 800	50 898	41 561
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			24 766
Réseau de distribution de l'eau potable	69	88 500	86 823	174 807
Traitement des eaux usées	70	63 900	37 353	3 618
Réseaux d'égout	71	42 200	28 548	62 800
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	800 000	1 201 388	1 121 951
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75		58 718	58 718
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	61 100	7 668	60 437
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	38 500	67 994	132 773
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	305 000		305 000
Autres	89	130 800	52 734	52 734
Réseau d'électricité	90			
	91	2 154 900	2 373 742	2 438 521
				2 517 161

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 645 936	3 645 936	5 069 721
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			3 992
Réseau de distribution de l'eau potable	108	(529)	(529)	348 508
Traitement des eaux usées	109	680 486	680 486	5 546 074
Réseaux d'égout	110	289 750	289 750	1 865 957
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	(842 896)	(842 896)	688 664
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 197 558	2 256 955	729 601
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité				
	129			
	130	5 970 305	6 029 702	14 252 517

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	2 464 600	1 995 908	1 995 908
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138		965 882	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		11 518 244	12 484 126
	141	2 464 600	14 480 034	14 480 034
TOTAL DES TRANSFERTS	142	4 619 500	22 824 081	22 948 257
				19 037 770

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	300 300	289 384	314 619
Évaluation	144			
Autres	145	1 363 500	311 004	204 685
	146	1 663 800	600 388	519 304
Sécurité publique				
Police	147	6 450 500	5 823 825	6 470 704
Sécurité incendie	148	89 900	194 546	174 609
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	6 540 400	6 018 371	6 645 313
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		31 646	32 507
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	437 400	369 643	209 102
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168	15 600		4 153
Autres	169			
	170	453 000	369 643	245 762

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		171		
Autres		172		
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		174		
Rénovation urbaine		175		
Promotion et développement économique		176		
Autres		177		
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		179		
Activités culturelles				
Bibliothèques		180		
Autres		181		
		182		
Réseau d'électricité		183		
		184	8 657 200	6 988 402
			6 777 340	7 410 379

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186	25 000	45 572	2 910
Autres	187	1 616 700	1 829 028	1 656 182
	188	1 641 700	1 874 600	1 659 092
Sécurité publique				
Police	189	724 100	575 432	847 645
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	724 100	575 432	847 645
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	240 500	51 329	131 350
Enlèvement de la neige	195	590 700	263 091	555 615
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	8 500	3 514	3 654
	202	839 700	317 934	690 619
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203	10 000	7 818	15 552
Réseau de distribution de l'eau potable	204	30 000	33 200	33 400
Traitement des eaux usées	205	525 000	397 433	574 981
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	1 188 200	1 382 205	1 570 952
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211	5 000		
Autres	212	300	888	2 798
	213	1 758 500	1 821 544	2 197 683

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	500		
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	31 000	32 255	32 255
	222	31 500	32 255	32 255
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	1 012 700	276 657	3 556 484
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	86 600	32 755	32 755
Autres	225	246 200	7 334	7 334
	226	1 345 500	316 746	3 596 573
Réseau d'électricité				
	227			
	228	6 341 000	4 938 511	8 219 461
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	14 998 200	11 926 913	14 996 801
				21 579 597

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	1 943 100	2 164 074	2 003 784
Droits de mutation immobilière	231	10 100 000	15 448 660	12 430 321
Droits sur les carrières et sablières	232	178 100	111 453	119 454
Autres	233			
	234	12 221 200	17 724 187	14 553 559
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	4 956 600	3 497 866	5 138 991
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	800 000	803 133	1 910 976
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	1 500 000	1 369 260	1 830 021
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		(69 030)	(1 156 671)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		6 098	57 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		4 851 128	157 517
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244		25 000	25 000
Redevances réglementaires	245			
Autres	246		1 973 667	363 411
	247		6 786 863	(578 743)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	5 282 700	5 197 854	4 211	5 202 065	5 202 065	4 796 603
2	4 997 400	5 694 664	9 919	5 704 583	5 704 583	7 821 195
3	12 160 700	13 387 183	44 903	13 432 086	13 436 149	11 978 970
4	1 357 000	900 112		900 112	900 112	1 545 169
5	4 018 200	3 980 518	4 051	3 984 569	3 984 569	4 240 538
6	1 800 900	2 309 289	1 394 602	3 703 891	3 703 891	3 540 705
7						
8	29 616 900	31 469 620	1 457 686	32 927 306	32 931 369	33 923 180
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	38 457 445	38 208 177	760 998	38 969 175	38 969 175	37 464 170
10	15 255 800	15 408 224	667 883	16 076 107	16 076 107	14 634 582
11	284 200	1 019 889	46 882	1 066 771	1 066 771	627 676
12	1 298 755	953 896		953 896	953 896	1 043 277
13	55 296 200	55 590 186	1 475 763	57 065 949	57 065 949	53 769 705
TRANSPORT						
14	7 261 800	6 497 292	13 815 847	20 313 139	20 313 139	20 246 931
15	12 514 300	12 345 606	51 597	12 397 203	12 397 203	11 866 085
16	991 300	1 093 962	2 039 908	3 133 870	3 133 870	3 314 099
17	1 338 900	1 207 684	82 220	1 289 904	1 289 904	1 261 940
18	13 327 200	13 347 915		13 347 915	13 347 915	11 947 855
19						
20						
21	5 307 200	5 089 444	14 321	5 103 765	5 106 747	5 198 838
22	40 740 700	39 581 903	16 003 893	55 585 796	55 588 778	53 835 748

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Non audité							
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	9 649 500	8 814 910	1 720	8 816 630	8 634 690	8 497 964
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 826 300	2 728 919	3 415 488	6 144 407	6 144 407	6 179 780
Traitement des eaux usées	25	2 659 400	3 191 804	683 362	3 875 166	3 360 013	2 750 120
Réseaux d'égout	26	4 322 300	4 710 017	6 516 079	11 226 096	11 226 096	10 451 605
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	4 404 700	4 601 271		4 601 271	4 601 271	3 939 398
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 976 000	2 046 682		2 046 682	2 046 682	3 600 886
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	2 166 500	2 399 207		2 399 207	2 399 207	
Traitement	32						
Matériaux secs	33	915 400	930 450		930 450	930 450	892 057
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		22 297	2 784	25 081	25 081	(17 673)
Protection de l'environnement	38	922 800	718 556	4 776	723 332	723 332	1 039 860
Autres	39	1 264 400	1 048 028	694 680	1 742 708	1 742 708	1 742 019
	40	31 107 300	31 212 141	11 318 889	42 531 030	41 833 937	39 076 016
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
45	Aménagement, urbanisme et zonage	8 904 900	7 668 305	125 749	7 794 054	7 794 054	7 421 079
46	Rénovation urbaine						
47	Biens patrimoniaux						
	Autres biens						
48	Promotion et développement économique	386 500	224 570	48 105	272 675	272 675	255 550
49	Industries et commerces						
50	Tourisme						
51	Autres						
52	Autres	9 291 400	7 892 875	173 854	8 066 729	8 066 729	7 676 629
LOISIRS ET CULTURE							
	Activités récréatives						
53	Centres communautaires	1 555 700	1 314 475	709 989	2 024 464	2 024 464	2 677 500
54	Patinoires intérieures et extérieures	2 031 500	1 639 030	211 205	1 850 235	44 429	5 069 522
55	Piscines, plages et ports de plaisance	2 859 300	2 315 757	274 886	2 590 643	1 297 168	1 581 730
56	Parcs et terrains de jeux	5 897 900	5 420 079	4 873 081	10 293 160	10 293 160	6 305 709
57	Parcs régionaux						
58	Expositions et foires	369 000	36 016		36 016	36 016	206 233
59	Autres	9 102 600	8 999 811	500 654	9 500 465	16 119 317	17 915 350
60	Autres	21 816 000	19 725 168	6 569 815	26 294 983	29 814 554	33 756 044
	Activités culturelles						
61	Centres communautaires	658 900	306 714	292 642	599 356	599 356	781 337
62	Bibliothèques	4 835 500	4 434 832	110 800	4 545 632	4 545 632	4 452 429
	Patrimoine						
63	Musées et centres d'exposition						
64	Autres ressources du patrimoine						
65	Autres	2 154 100	2 175 244	10 250	2 185 494	2 185 494	1 855 000
66	Autres	7 648 500	6 916 790	413 692	7 330 482	7 330 482	7 088 766
67	Autres	29 464 500	26 641 958	6 983 507	33 625 465	37 145 036	40 844 810

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	12 774 600	11 353 661	11 353 661	14 329 050	15 678 729
Autres frais	70	1 248 500	1 069 272	1 069 272	1 118 392	1 218 512
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	1 805 600	1 395 749	1 395 749	1 395 749	932 547
Autres	72	304 500	160 908	160 908	209 618	473 651
	73	16 133 200	13 979 590	13 979 590	17 052 809	18 303 439
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	38 500 000	37 413 592 (	37 413 592 (

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	2 030 639	2 036 030	577 997
	Usines de traitement de l'eau potable	2			44 161
	Usines et bassins d'épuration	3	1 578 557	1 698 811	5 962 330
	Conduites d'égout	4	3 875 352	3 875 352	12 955 616
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 048 103	12 048 103	13 133 204
	Ponts, tunnels et viaducs	7	69 571	69 571	45 990
	Systèmes d'éclairage des rues	8	951 898	951 898	383 488
	Aires de stationnement	9	47 057	47 057	
	Parcs et terrains de jeux	10	3 559 580	3 576 036	4 760 818
	Autres infrastructures	11	8 564 868	8 564 868	2 784 878
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 144 795	2 241 276	718 805
	Édifices communautaires et récréatifs	14	832 219	898 937	3 607 859
	Améliorations locatives	15	1 266 488	1 266 488	113 406
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	1 225 352	1 225 352	1 050 737
	Ameublement et équipement de bureau	18	1 368 546	1 424 442	1 522 906
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 862 693	2 345 971	1 380 428
	Terrains	20	1 060 974	1 088 567	3 583 131
	Autres	21	97 832	97 832	140 099
		22	42 584 524	43 456 591	52 765 853

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	743 857	749 248	567 640
	Usines de traitement de l'eau potable	24			44 161
	Usines et bassins d'épuration	25	1 273 139	1 393 393	3 813 670
	Conduites d'égout	26	2 109 837	2 109 837	9 501 091
	Autres infrastructures	27	18 134 532	18 150 988	10 395 533
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	1 286 782	1 286 782	10 357
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30	305 418	305 418	2 148 660
	Conduites d'égout	31	1 765 515	1 765 515	3 454 525
	Autres infrastructures	32	7 106 545	7 106 545	10 712 845
	Autres immobilisations	33	9 858 899	10 588 865	12 117 371
		34	42 584 524	43 456 591	52 765 853

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 556 183	39 742	61 819	2 534 106
Réserves financières et fonds réservés	3	2 116 407	499 570	505 152	2 110 825
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	213 691 792	42 504 493	54 900 767	201 295 518
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	295 839 640	51 825 069	47 736 919	299 927 790
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	514 204 022	94 868 874	103 204 657	505 868 239
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	9 523 916	8 488 691	1 606 154	16 406 453
Organismes municipaux	10	19 546		1 996	17 550
Autres tiers	11				
	12	9 543 462	8 488 691	1 608 150	16 424 003
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	9 543 462	8 488 691	1 608 150	16 424 003
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	16				
Autres	17				
	18	9 543 462	8 488 691	1 608 150	16 424 003
	19	523 747 484	103 357 565	104 812 807	522 292 242
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	523 747 484	103 357 565	104 812 807	522 292 242

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	432 711 630
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 911 904
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 634 846
Débiteurs	9	15 565 020
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	4 605 427
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	418 818 241
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	88 748 032
Endettement net à long terme	17	507 566 273
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	671 675
Autres organismes	20	9 697 000
Endettement total net à long terme	21	517 934 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	517 934 948
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	2 175 900	2 211 092	2 143 636
Sécurité publique				
Police	4	219 800	226 214	219 760
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	13 327 200	13 347 915	11 947 855
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	10 086 200	9 666 966	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 553 700	1 732 223	2 515 809
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 362 800	27 184 410	16 827 060

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	503 000	826 364
Charges sociales	2	124 272	200 354
Biens et services	3	41 469 692	49 216 769
Frais de financement	4	487 560	405 249
Autres	5		
	6	42 584 524	50 648 736

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	32,50	230 011,00	15 991 991	4 223 894	20 215 885
Professionnels	2	32,50	116 466,00	7 280 079	2 133 024	9 413 103
Cols blancs	3	32,50	392 949,00	15 270 893	5 137 707	20 408 600
Cols bleus	4	37,50	353 360,00	12 139 275	3 723 356	15 862 631
Policiers	5	37,80	366 608,00	21 093 810	5 429 304	26 523 114
Pompiers	6	40,00	231 614,00	9 369 232	2 593 379	11 962 611
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8		1 691 008,00	81 145 280	23 240 664	104 385 944
Élus	9			935 662	341 117	1 276 779
	10			82 080 942	23 581 781	105 662 723

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		(1 461)	1 461		86 294
Réseau de distribution de l'eau potable	86 823		(529)		717 839
Traitement des eaux usées	37 353		498 288		318 298
Réseaux d'égout	28 548		205 296		21 701 650
Autres	16 536 834	1 829 561	2 072 258	1 262 997	22 824 081
	16 689 558	2 094 752	2 776 774	1 262 997	

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 117 542	921 393
	4	1 117 542	921 393
Sécurité publique			
Police	5	987 101	757 376
Sécurité incendie	6	74 314	105 641
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 061 415	863 017
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 532 844	4 150 050
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	554 448	618 000
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	4 087 292	4 768 050
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	323	2 311
Réseau de distribution de l'eau potable	17	612 606	768 545
Traitement des eaux usées	18	556 461	380 394
Réseaux d'égout	19	1 157 324	1 324 123
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	196 749	198 369
	26	2 523 463	2 673 742
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 206 581	2 291 009
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	15 339	14 377
Autres	34		
	35	2 221 920	2 305 386
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 726 415	2 831 467
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	182 662	191 462
Autres	38	58 881	59 023
	39	2 967 958	3 081 952
Réseau d'électricité			
	40		
	41	13 979 590	14 613 540

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	Bellavance, Nathalie	55 140	17 044	29 821	
	Brisebois, Robert	41 450	17 044		
	Demers, Jacques	39 380	17 044		
	Desbiens, Caroline	29 024	14 485		
	Fontaine, André	34 170	17 044		
	Fortin, Eric	44 580	17 044		
	Gagnon, Serge	43 530	17 044	12 485	
	Leclerc, Réal	65 710	17 044	22 791	
	Lepage, Nathalie	34 170	17 044		
	Maisonneuve, Yan	62 320	17 044	20 468	
	Michaud, Marc-André	28 970	14 485		
	Morin, Robert	28 970	14 485		
	Paquin, Simon	60 340	17 044	13 212	
	Plante, Marc, André	132 570	17 044	35 354	
	Ricard, Nathalie	55 000	17 044	19 625	
	St-Pierre, Dany	44 580	17 044		
	Villeneuve, Brigitte	51 870	17 044	16 999	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 8 225 000 \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | 176 471 \$ | | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 419 603 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 4 051 496 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 567-10-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-10-28
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

Rapport de l'auditeur indépendant

À la trésorière de la
Ville de Terrebonne

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Ville de Terrebonne (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 7 mai 2021

¹ CPA, CA, permis de comptabilité publique n° A116671

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	148 095 258
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	5 229 068
Activités de fonctionnement	3	9 666 306
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	123 875
Activités de fonctionnement	6	(1 100 000)
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	162 014 507

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	13 241 120
Égout	11	6 874 284
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 610 980
Autres		
▪ Tarification piscine	14	256 350
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	661 500
Service de la dette	18	13 986 700
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	36 630 934
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	36 630 934
	27	198 645 441

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	45 406
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	400
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	45 806

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	2 441 689
Cégeps et universités	7	364 243
Écoles primaires et secondaires	8	2 768 620
	9	5 574 552

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	5 620 358

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	207 090
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	138 324
Taxes d'affaires	17	
	18	345 414

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	33 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	33 800

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 999 572

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
1	Taxe foncière générale (taux unique)		X	/100 \$				
2	Taxe foncière générale (taux variés)	11 941 065 549	X	0,8033 /100 \$				
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	616 732 953	X	0,8033 /100 \$				95 922 580
4	Immeubles de 6 logements ou plus	1 766 329 375	X	/100 \$				4 954 216
5	Immeubles non résidentiels	390 929 515	X	/100 \$				
6	Immeubles industriels							
7	Terrains vagues desservis		X	/100 \$				
8	Immeubles non résidentiels	105 656 200	X	1,5028 /100 \$				1 587 801
9	Autres	119 480 400	X	0,8033 /100 \$				959 786
10	Immeubles agricoles							
11	Total				103 424 383	(	44 670 875	148 095 258
Taxes spéciales								
12	Service de la dette (taux unique)	14 940 193 992	X	0,0350 /100 \$				5 229 068
13	Service de la dette (taux variés)							
14	Résiduelle (résidentielle et autres)		X	/100 \$				
15	Immeubles de 6 logements ou plus		X	/100 \$				
16	Immeubles non résidentiels		X	/100 \$				
17	Immeubles industriels		X	/100 \$				
18	Terrains vagues desservis							
19	Immeubles non résidentiels		X	/100 \$				
20	Autres		X	/100 \$				
21	Immeubles agricoles		X	/100 \$				
22	Total				5 229 068	(		5 229 068

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
19	14 940 193 992	x 0,0647	/100 \$	9 666 306			
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
20		x	/100 \$				
21		x	/100 \$				
22		x	/100 \$				
23		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
24		x	/100 \$				
25		x	/100 \$				
26		x	/100 \$				
27				9 666 306			9 666 306
Taxes spéciales							
28		x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux variés)							
29		x	/100 \$				
30		x	/100 \$				
31		x	/100 \$				
32		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
33		x	/100 \$				
34		x	/100 \$				
35		x	/100 \$				
36							
Valeur locative imposable							
37		x	%				
Taxe d'affaires sur la valeur locative							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>240,00</u> \$
Égout	2 <u> </u> \$
Eau et égout	3 <u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4 <u>146,00</u> \$
Matières résiduelles	5 <u>185,00</u> \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Infrastructure	0,0350	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Environnement	0,0647	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Piscine	15,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
1	Générales	38 343 125	8 478 538		1 693 076	5 569 099	1 078 908
2	De secteur	(119 085)	(12 403)		(10 929)	(53 276)	(6 887)
3	Autres						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
4	Service de la dette	1 653 601	365 980		98 913	577 373	111 855
5	Autres	2 200 046	719 498			1 456 764	
Taxes d'affaires							
6	Sur la valeur locative						
7	Autres						
8		42 077 687	9 551 613		1 781 060	7 549 960	1 183 876

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
	Taxes sur la valeur foncière			
	Générales	1 107 745 753	82 133	162 990 632
	De secteur	2 (773 022)	(523)	(976 125)
	Autres	3		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification			
	Service de la dette	4 11 170 470	8 508	13 986 700
	Autres	5 17 586 352	20 074	21 982 734
	Taxes d'affaires			
	Sur la valeur locative	6		
	Autres	7		
	8	135 729 553	110 192	197 983 941

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Première tranche imposable d'un immeuble non résidentiel et immeubles industriels de 600 000\$, le taux est de 2,0213\$.			
Tranches subséquentes à 600 000\$ d'un immeuble non résidentiel et immeubles industriels, le taux est de 2,0868\$.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	714 725	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-09	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	257 320 900	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	31 836 244	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30 <u>15 568 721</u> \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31 <u>(2 380 000)</u> \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nathalie Reniers, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Terrebonne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Terrebonne.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Terrebonne consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Terrebonne détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-07 08:30:55

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement	1	238 037 304	243 699 300	253 635 120	17 732 315	256 335 350	
Investissement	2	14 030 340		12 547 815	59 397	12 607 212	
	3	252 067 644	243 699 300	266 182 935	17 791 712	268 942 562	
Charges	4	245 076 633	250 150 200	243 781 865	20 934 827	249 684 607	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	6 991 011	(6 450 900)	22 401 070	(3 143 115)	19 257 955	
Moins : revenus d'investissement	6	(14 030 340)		(12 547 815)	(59 397)	(12 607 212)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(7 039 329)	(6 450 900)	9 853 255	(3 202 512)	6 650 743	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	35 809 292	38 500 000	37 413 592	4 952 609	42 366 201	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	6 878 483					
Remboursement de la dette à long terme	10	(33 819 271)	(33 402 600)	(32 633 512)	(2 159 901)	(40 793 413)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(405 196)	(3 500 000)	(4 259 868)	(357 050)	(4 616 918)	
Excédent (déficit) accumulé	12	5 884 143	4 853 500	4 510 042	1 589 529	6 099 571	
Autres éléments de conciliation	13	1 228 052		222 805	93 971	316 776	
	14	15 575 503	6 450 900	5 253 059	4 119 158	3 372 217	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	8 536 174		15 106 314	916 646	10 022 960	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	66 453 013	62 092 766	69 886 364
Débiteurs	2	66 716 573	80 783 876	81 511 894
Placements de portefeuille	3			
Autres	4	128 250	128 250	128 250
	5	133 297 836	143 004 892	151 526 508
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	422 670 817	430 052 331	519 307 654
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	39 894 087	44 927 303	44 877 528
Autres	9	91 719 876	71 802 506	73 473 183
	10	554 284 780	546 782 140	637 658 365
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(420 986 944)	(403 777 248)	(486 131 857)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	870 350 771	874 876 094	978 042 674
Autres	13	8 387 443	9 053 494	9 319 999
	14	878 738 214	883 929 588	987 362 673
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	10 586 005	18 405 650	14 263 271
Excédent de fonctionnement affecté	16	21 367 267	23 286 545	25 339 268
Réserves financières et fonds réservés	17	3 637 081	2 425 411	3 928 649
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	36 186 213)	39 308 712)	33 125 179)
Financement des investissements en cours	19	(5 821 208)	591 009	1 511 700
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	464 168 338	474 752 437	489 313 107
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	457 751 270	480 152 340	501 230 816

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus accumulé ex-Terrebonne	23	481 524	481 524
▪ Surplus accumulé ex-La Plaine	24	1 158	1 158
▪ Assainissement	25	399 791	399 791
▪ Auto-assurance	26	1 002 492	952 492
▪ Taxes infrastructures	27	7 818 605	8 220 179
▪ Exercice suivant	28	2 880 000	2 880 000
▪ Transport en commun	29	2 535 000	2 535 000
▪ Surplus réservés engagements	30	997 765	1 219 954
▪ Autres	31	7 170 210	4 677 169
	32	23 286 545	21 367 267
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	2 052 723	2 608 934
	34	25 339 268	23 976 201
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	2 425 411	3 637 081
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	1 503 238	1 359 839
	37	29 267 917	28 973 121

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	418 818 241
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	517 934 948

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 644 931	4 672 590
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	299 927 790	295 839 640
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	201 295 518	213 691 792
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	16 406 453	9 523 916
Autres	8	17 550	19 546
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	522 292 242	523 747 484

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	190 250 930	197 404 200	195 544 124	195 342 637
Compensations tenant lieu de taxes	12	5 873 800	7 199 600	5 706 508	5 706 508
Quotes-parts	13				(238 106)
Transferts	14	4 653 900	4 619 500	16 853 776	16 918 555
Services rendus	15	15 074 745	14 998 200	11 926 913	14 996 801
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	21 446 439	17 977 800	22 025 186	22 118 369
Autres	17	737 490	1 500 000	1 578 613	1 490 586
	18	238 037 304	243 699 300	253 635 120	256 335 350
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	13 518 924		5 970 305	6 029 702
Autres	22	511 416		6 577 510	6 577 510
	23	14 030 340		12 547 815	12 607 212
	24	252 067 644	243 699 300	266 182 935	268 942 562

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
1 Administration générale	29 616 900	31 469 620	1 457 686	32 927 306	32 931 369	33 923 180
Sécurité publique						
2 Police	38 457 445	38 208 177	760 998	38 969 175	38 969 175	37 464 170
3 Sécurité incendie	15 255 800	15 408 224	667 883	16 076 107	16 076 107	14 634 582
4 Autres	1 582 955	1 973 785	46 882	2 020 667	2 020 667	1 670 953
Transport						
5 Réseau routier	22 106 300	21 144 544	15 989 572	37 134 116	37 134 116	36 689 055
6 Transport collectif	13 327 200	13 347 915		13 347 915	13 347 915	11 947 855
7 Autres	5 307 200	5 089 444	14 321	5 103 765	5 106 747	5 198 838
Hygiène du milieu						
8 Eau et égout	19 457 500	19 445 650	10 616 649	30 062 299	29 365 206	27 879 469
9 Matières résiduelles	9 462 600	9 977 610		9 977 610	9 977 610	8 432 341
10 Autres	2 187 200	1 788 881	702 240	2 491 121	2 491 121	2 764 206
11 Santé et bien-être						
Aménagement, urbanisme et développement						
12 Aménagement, urbanisme et zonage	8 904 900	7 668 305	125 749	7 794 054	7 794 054	7 421 079
13 Promotion et développement économique	386 500	224 570	48 105	272 675	272 675	255 550
14 Autres						
15 Loisirs et culture	29 464 500	26 641 958	6 983 507	33 625 465	37 145 036	40 844 810
16 Réseau d'électricité						
17 Frais de financement	16 133 200	13 979 590		13 979 590	17 052 809	18 303 439
18 Effet net des opérations de restructuration						
19	211 650 200	206 368 273	37 413 592	243 781 865	249 684 607	247 429 527
20 Amortissement des immobilisations	38 500 000	37 413 592 (	37 413 592)			
21	250 150 200	243 781 865		243 781 865	249 684 607	247 429 527

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	14 030 340	12 547 815	59 397	12 607 212
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	50 648 736 )(	42 584 524 )(	872 067 )(	43 456 591)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () () (
Financement à long terme des activités d'investissement	4	43 714 782	26 189 728	108 999	26 298 727
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	405 196	4 259 868	357 050	4 616 918
Excédent accumulé	6	4 856 310	6 121 363	561 960	6 683 323
	7	(1 672 448)	(6 013 565)	155 942	(5 857 623)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	12 357 892	6 534 250	215 339	6 749 589

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14